

### **L'engagement forcé dans le djihad et l'« implication irréversible » par le travail logistique (le cas de Brahim).**

Brahim est né en 1960, dans la région de Bouira, une wilaya située à plus de 110 kms au sud-est d'Alger. Comme son père et son grand-père avant lui, il n'a jamais fréquenté les bancs de l'école publique, mais plutôt la petite Zaouia du village. Sa maîtrise assez moyenne de l'arabe classique (uniquement à l'oral) tient à l'enseignement basique qu'il a suivi dans la Zaouia du village de son enfance, puis de ses efforts personnels dans la lecture et l'apprentissage du Coran. Le métier d'agriculteur est une tradition familiale qui se perpétue dans sa famille depuis deux siècles, nous explique-t-il. Pour lui, la vie urbaine n'est qu'une

forme de corruption de l'esprit, car elle reflète les dérives de « l'individualisme des gens de la ville ». C'est la raison pour laquelle il n'a jamais quitté le milieu rural jusqu'au déclenchement de l'insurrection des djihadistes salafistes. Après la mort de ses deux parents (1973 pour le père et 1979 pour la mère), il quittera la maison de son enfance pour aller s'installer dans région de Lakhdaria en pleine campagne à 80 kms à l'est d'Alger. Il se marie très jeune (21 ans) avec une jeune fille qu'il ramène du village de son enfance. Celle-ci s'installe à ses côtés à Lakhdaria et donne naissance à trois filles.

Resté attaché au travail de la terre, il tire ses revenus financiers des fruits et légumes qu'il vend dans les grands marchés de gros de la région du nord-est algérien. Brahim n'a pas rejoint le djihad à la première heure, mais à la moitié des années 1990. Sa trajectoire de radicalisation et d'engagement dans l'action armée reflète un exemple parmi tant d'autres sur le recrutement au djihad par l'usage de techniques contraignantes. Elle démontre, par la même occasion, le poids des conflits ouverts sur des populations prises en étau par les antagonistes. Au-delà de leurs proximités idéologiques, ces populations se retrouvent en effet contraintes de choisir leurs camps sous peine de sanctions. Le cas de Brahim est illustratif à cet égard.

### **3.1 Sa sympathie pour les djihadistes et son apport logistique aux groupes armés**

Loin de l'agitation qui caractérise la situation politique, économique et démographique des grandes villes algériennes, Brahim connaît une vie paisible à la fin des années 1980. Il n'accorde aucun intérêt aux transformations démocratiques que connaît le pays et n'éprouve pas de sympathie particulière pour les formations politiques qui se réfèrent à l'islam politique. Il ne se déplacera d'ailleurs pas pour aller voter durant les élections organisées (communales de 1990 et législatives de 1991) après l'ouverture démocratique.

En réalité, l'intérêt de Brahim pour la situation politique du pays ne s'imposera que dans un contexte d'insécurité provoqué par l'interruption du processus électoral. Les affaires vont moins bien pour lui, car la multitude de barrages installés par l'armée et la police sur les axes routiers l'empêche quelquefois de poursuivre son chemin vers les lieux d'écoulement de sa marchandise.

Les « excès de zèle », mais parfois aussi, de violence disproportionnée, exercées par certains éléments des forces de sécurité et de l'armée dans les barrages routiers l'exaspèrent<sup>1604</sup>. Il aurait lui-même fait l'objet de violences verbales, d'insultes et de rackets de la part de soldats de l'armée. Il en sort traumatisé et ne s'identifie pas à ces pratiques qu'il qualifie de « tyranniques » et « sauvages ». Pour lui, ces comportements ne reflètent guère les traditions coutumières et religieuses de la société algérienne, mais bien plutôt le résultat de la « corruption causée par la démocratie sur la conscience des musulmans ».

Même si Brahim n'envisage pas de rejoindre l'action armée, il s'identifie bien plus aux hommes de son village partis faire le djihad, qu'aux soldats de l'armée. Pour lui, ces derniers « *font la guerre au peuple et non pas aux terroristes* ». En revanche, il estime que les djihadistes tissent de bons rapports avec les populations locales qu'ils connaissent déjà généralement.

Ressentant le besoin de se justifier de ne pas s'être engagé dans le djihad, il met en avant l'importance de son rôle au sein de sa famille. Fils aîné de sa fratrie, il a à sa charge son épouse et ses trois filles, mais aussi, deux de ses jeunes frères touchés par le chômage : « *Laisser ma famille mourir de faim et monter au maquis, ça, ce n'est pas normal, je ne pouvais pas faire cela !* »

Malgré la pression sécuritaire, Brahim entretient des liens et des contacts réguliers avec les djihadistes de la région. L'emplacement de son village perché sur les hauteurs de Lakhdaria fait de sa petite exploitation agricole un point de passage et de ravitaillement idéal pour les groupes armés. Leur refuser de l'aide est inimaginable pour lui, non pas seulement parce que ces derniers contrôlent la zone (notamment durant la nuit), mais parce qu'ils sont aussi composés d'éléments dont la plupart sont issus de la région et de ses environs :

« *C'était tous des gens que je connaissais. Tout le monde les connaissait d'ailleurs, ils étaient de mon village ou bien des villages voisins, sinon il y en avait d'autres que je ne connaissais pas, mais ceux-là, ils ne venaient pas souvent. Quand ils veulent quelque chose, ils n'envoient jamais un*

---

<sup>1604</sup> Ces violences exercées par les forces de sécurité et les soldats de l'armée étaient en effet très fréquentes jusqu'à la deuxième moitié des années 1990. Durant nos vacances d'été passées à Dellys, dans le milieu des années 1990, nous avons écouté de nombreux témoignages émanant d'habitants de la région qui se plaignaient des incursions musclées des soldats de l'armée dans leurs champs agricoles. S'y opposer pouvait parfois conduire à des drames causés par des bavures de certains « soldats zélés », énervés par la perte d'un compagnon d'armes ou la non-coopération des riverains. À l'intérieur des villes et dans leurs périphéries, la situation ne diffère pas trop. Nous avons nous-mêmes assisté plusieurs fois à des comportements très agressifs de la part de certains policiers qui arrêtaient un bus bondé de passager pour un simple regard de l'un de ces derniers à travers la vitre. Ayant perdu beaucoup de collègues dans des attentats meurtriers, les policiers semblaient la plupart du temps très nerveux.

*inconnu. De toute façon, au début, il n'y avait pas autant de mouvement ! [...] c'est-à-dire, on ne bouge pas trop ! Tu comprends ?! Quand un groupe prend position dans une région il y reste et reçoit le soutien de la population, c'est pour cela qu'il n'y avait jamais de problème, la population connaissait les moudjahidines. »*

Dans son récit, Brahim fait un rapprochement entre l'ALN, Armée de Libération Nationale<sup>1605</sup>, et les groupes armés qui sévissent dans les années 1990. De son point de vue, la situation est identique : le FLN avait pris le maquis et avait mobilisé les populations rurales autour de la cause révolutionnaire<sup>1606</sup>. Pour lui, durant la guerre de libération, le soutien des populations était spontané dans la plupart des cas, mais parfois aussi, il ne l'était pas. Or, dans ce cas précis, Brahim considère qu'il est compréhensible que l'on utilise la violence pour inciter les villageois à soutenir la cause. À l'entendre, la stratégie des groupes armés algériens n'échapperait donc pas à cette même logique.

Brahim destine une grande partie de sa récolte aux groupes armés affiliés au GIA. Une partie de sa récolte est prélevée directement comme un fond de Zakat (aumône) pour les djihadistes. Les arguments légaux (au sens religieux) apportés par les djihadistes afin de le persuader de coopérer, sonnent comme une vérité absolue. C'est Ibn Taymiyya lui-même, nous confie Brahim, qui affirmait que : « *les musulmans doivent donner la priorité de la Zakat (l'aumône) aux moudjahidines même si les autres nécessaires venaient à mourir de faim* »<sup>1607</sup>. Néanmoins, l'autre grande partie des approvisionnements (pain, fruits et légumes, achats de médicaments de première nécessité...etc.) fournis par Brahim aux éléments des groupes armés est réglée par les trésoreries des groupes armés, ces derniers étant soucieux de conserver la collaboration des réseaux de soutien logistique.

Les liens de Brahim avec les groupes djihadistes ne l'empêchent pas d'entretenir des rapports cordiaux avec les détachements militaires installés dans la région (du moins jusqu'en 1994). À leur tour, ces derniers s'approvisionnent chez lui en fruits et légumes, notamment lorsque des intempéries ou des routes momentanément coupées entravaient leur

<sup>1605</sup> La branche armée du FLN (front de libération nationale) qui fut créée en 1954 pour obtenir de la France l'Indépendance de l'Algérie.

<sup>1606</sup> A propos de cette même région, Raphaëlle Branche, historienne française, spécialiste des violences en situation coloniale explique dans son livre *l'embuscade de Palestro : Algérie 1956*, le soutien décisif des populations rurales en faveur du FLN. Des populations qui fonctionnent comme les « yeux » et les « oreilles » du FLN. Voir Raphaëlle Branche, *L'embuscade de Palestro: Algérie 1956* (Armand Colin, 2010).

<sup>1607</sup> Abdallah Azzam avait lui aussi évoqué ces paroles d'Ibn Taymiyya pour promouvoir la Zakat au profit du djihad des afghans contre les Soviétiques.

ravitaillement régulier. La participation de Brahim au djihad ne dépasse pas le cadre logistique, d'autant plus que les djihadistes l'estimaient, à ce moment-là, plus utile dans son rôle de support logistique qu'il n'aurait pu l'être en tant que combattant au maquis. Il en sera d'ailleurs ainsi durant quatre longues années pendant lesquelles Brahim tentera de faire face à la demande des groupes armés du GIA qui régnaient en maître absolu durant la nuit, et aux incursions des militaires le jour.

### 3.2 Son engagement dans l'action armée

Même si Brahim soutient les djihadistes, il n'a jamais été pour autant convaincu par la légitimité religieuse du djihad. Au-delà de sa proximité idéologique avec la « cause islamique », sa loyauté envers les groupes armés se comprend par ses liens d'amitiés et de voisinage qu'il a tissés avec un grand nombre d'individus qui composent ces groupes. Dans un passé proche, certains d'entre eux ont travaillé avec lui dans les champs, l'ont accompagné dans les marchés de gros de fruits et légumes, ou ont réparé avec lui le toit de sa maison. Il cite une solidarité communautaire semblable à ce que Max Weber décrivait sous la notion de « communauté de voisinage ». Celle-ci, comme le notait l'auteur d' *Économie et société* « repose sur une proximité géographique et une solidarité d'intérêts »<sup>1608</sup>. Une solidarité qui malgré tout, n'est pas synonyme de liens forts, car Brahim décrit ses liens avec ses anciens voisins comme assez faibles. Ils ont certes suffi à susciter un soutien passif chez Brahim, mais n'ont pas été en mesure de l'inciter à s'engager plus intensément.

En réalité, le basculement de Brahim dans l'action violente tient au contexte marqué par l'intensification de la répression menée par l'armée, qu'il situe entre 1994 et 1995. À mesure que les opérations militaires dirigées contre les maquis djihadistes se multiplient, les groupes armés se trouvent déstabilisés. Leurs commandements sont constamment remplacés au rythme des disparitions successives de leurs émirs locaux morts au combat. D'un émir à un autre, la gestion des populations comme vivier potentiel de soutien logistique diffère considérablement. Brahim l'apprend à ses dépens lorsqu'un nouvel émir prend les commandes de l'un des groupes les plus actifs dans la région. Pour ce nouvel émir, le djihad physique prime toutes les autres formes du djihad. La logistique n'est pour lui qu'une étape avant l'engagement dans le djihad ultime, celui de l'action.

---

<sup>1608</sup> Max Weber, *Économie et société* (Pocket, 1995).

Brahim déplore la contrainte et le racket exercés par le nouvel émir sur les populations villageoises de la région. D'autant plus que le système de récolte de la zakat mis en place par les djihadistes l'oblige à céder des parts trop élevées de ses récoltes et des bénéfices qu'il en tire. Ses pertes sont considérables, si bien qu'il ne pourra pas exploiter plus du tiers de ses champs la saison future. Cette forme de racket amène Brahim à considérer que les groupes armés commencent à dévier des principes établis par la charia. Il songe déjà à quitter le village, mais évacue d'abord ses trois filles par précaution chez son frère près d'Alger.

La pression exercée par l'armée n'est pas en reste, Brahim subit les incursions régulières des soldats dans ses champs. Ceux-ci, exténués par les ratissages et souvent affamés, s'en prennent souvent à ses récoltes et parfois même, les saccagent sous les regards indifférents de leurs officiers. Brahim est en pleine confusion lorsque, d'un côté, l'armée commence à multiplier les ratissages dans la région, questionne ses habitants sur les mouvements des groupes islamiques armés, et de l'autre côté, les djihadistes débarquent dans la nuit pour réclamer nourriture, médicaments et soins pour les blessés, en exhortant les jeunes du village à rejoindre leurs rangs.

Les groupes armés de la zone connaissent une pression sécuritaire considérable, spécialement dans la région de Lakhdaria où les bombardements deviennent intensifs. Rester dans le village est de plus en plus dangereux pour Brahim, notamment en raison des risques qu'il encourt si l'armée vient à découvrir ses liens avec les groupes armés. Pour lui, s'il y a un moment où il doit prendre une décision de partir du village, c'était bien maintenant.

Dans un contexte marqué par une guerre civile durant laquelle les populations constituent l'enjeu principal, la terreur devient un instrument incontournable pour contraindre les villageois à choisir un camp. Cette logique de double terreur a introduit dans l'esprit des populations rurales, la peur de l'autre (soldat, milicien, djihadiste, dénonciateur...etc.). Brahim nous rappelle les propos tenus en mars 1994 par Rédah Malek, premier ministre connu pour sa politique d'éradication. Celui-ci avait en effet déclaré que « la peur doit changer de camp » (comprendre les djihadistes et leurs réseaux de soutien). D'ailleurs, c'est durant le mandat de Rédah Malek que le nombre comptabilisé de disparus

parmi les civils a atteint son pic maximal<sup>1609</sup>. Dans le même sillage, Brahim décrit le durcissement des groupes armés, qui selon lui, n'ont plus le temps de « faire dans la formule de politesse » pour inciter les gens à opter pour la « cause djihadiste ».

Réticent à fuir vers la ville où il n'aurait plus ses repères, Brahim s'accroche à ses parcelles de terre encore cultivées. Contraint de poursuivre sa collaboration logistique avec les groupes armés, il prend de plus en plus de risques à leur fournir les soutiens nécessaires. D'autant plus que les djihadistes ne se privent plus de venir le solliciter en plein jour, ce qui l'expose à d'éventuelles dénonciations.

Son engagement au sein d'un groupe armé salafiste affilié au GIA n'est ainsi pas le fruit d'une décision mûrie et réfléchie, il intervient justement sous le coup d'une dénonciation : « [...] Heureusement mes frères moudjahidines m'ont alerté à l'avance, je suis parti, je n'avais presque rien sur moi, ils m'ont dit : ne t'inquiète pas, nous, on a tout ce qu'il te faut [...] ». Cet engagement apparaît pour Brahim, comme un moyen de se prémunir contre une interpellation des autorités qui « aurait fait de lui un énième disparu » de la guerre civile algérienne. Plutôt que de se laisser prendre par les soldats de l'armée, il préfère donc rejoindre les maquis des djihadistes.

#### Une implication rapide dans les opérations militaires

Décrite par Brahim, la région de Lakhdaria semble être une zone très animée sur le plan des opérations militaires. Pour lui, elle n'est en rien une zone de refuge ou de retrait pour les groupes armés. Elle est, au contraire, une zone de confrontation directe et quasi quotidienne entre les djihadistes et l'armée. Celle-ci ratisse la région et la pilonne de manière fréquente et oblige les *katibas* des djihadistes à se terrer dans des casemates ou à changer souvent de position. À plusieurs reprises, Brahim se retrouve en compagnie d'autres éléments de son groupe, en situation de face à face avec de petits détachements de l'armée. Ce type de situation, reconnaît-il, est le plus coûteux pour les djihadistes dans la mesure où ces derniers

---

<sup>1609</sup> Pour la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH) dirigée par Farouk Ksentini, les cas de disparitions ont atteint le nombre 3257 durant la période de Redha Malek. Un nombre considérable si l'on prend compte du nombre total des disparitions comptabilisées par la même commission et qui s'élève à 4700 cas. Voir le quotidien algérien *Le jeune Indépendant* du 24 août 2002.

n'ont pas l'initiative et ne bénéficient pas de l'effet de surprise sur leurs adversaires souvent mieux armés.

Cette exposition constante du groupe de Brahim aux opérations militaires de l'armée met très rapidement ce dernier dans le bain des combats violents et meurtriers. Il doit très vite apprendre à tirer pour se défendre, mais aussi, pour attaquer et tuer l'ennemi. Il apprend à utiliser la Kalachnikov, puis la mitrailleuse lourde comme la plupart de ses compagnons. Il participe à des opérations de sabotage, à l'établissement de faux barrages routiers et à des embuscades contre des convois de l'armée.

Parfois, après une opération menée contre des convois militaires, la riposte de l'aviation militaire, suivie par le pilonnage de l'artillerie de l'armée de terre, entraîne des pertes humaines considérables au sein des groupes djihadistes de la zone. Ému par les anciens souvenirs des durs moments passés au maquis, Brahim cite des noms de « frères du djihad » morts au combat, et dévoile quelques photos de certains d'entre eux, datant de l'époque d'avant l'insurrection djihadiste.

Coupé de sa famille réfugiée à Alger, et surtout, loin de ses champs de culture, Brahim se sent déraciné. Pour lui, exister socialement c'est faire partie de ce groupe armé. Les liens de solidarité tissés par le quotidien d'une dure vie de maquis favorisent une rupture plus prononcée avec l'environnement social externe au groupe. Marc Sageman le notait bien, « la combinaison de l'isolement social et de la cohésion du groupe contribue à l'escalade de l'idéologie »<sup>1610</sup>. Même lorsque les groupes armés commencent à subir une crise profonde due aux disputes inter et intragroupes, à la décapitation de leurs réseaux de soutien et à la répression militaire, Brahim n'est pas encore convaincu par l'idée de quitter l'action armée. Pourtant, il admet que les risques perçus sur le maintien de son engagement dans le djihad sont devenus bien plus élevés qu'avant.

En réalité, quitter l'action armée provoquerait chez lui un sentiment de culpabilité nourri par des considérations religieuses, et surtout, morale, en lien avec son exigence de loyauté. En effet, d'une part il y a cette conviction chez lui que le fait d'abandonner le djihad est un acte de trahison à l'égard d'Allah, pour Brahim, tourner le dos au djihad, c'est s'exposer à l'humiliation qu'Allah lui infligerait en conséquence. D'autre part, il y a cette volonté chez lui

---

<sup>1610</sup> Marc Sageman, *Understanding Terror Networks*, op.cit.

de rester loyal à l'égard de ses « frères du djihad », car il garde en tête l'image colportée au sein de la société algérienne sur ceux qu'il nomme les « traîtres de la révolution », les Harkis<sup>1611</sup>. C'est cette même logique que décrivait Donatella della Porta sur le poids des sentiments de loyauté dans le maintien de l'engagement au sein des groupes clandestins d'extrême gauche en Italie et en Allemagne<sup>1612</sup>. Néanmoins, cela ne suffira pas à empêcher la reddition de Brahim lorsque le processus de réconciliation nationale entrera dans une phase plus concrète de mise en œuvre.

### 3.3 L'abandon de l'action armée

Bien avant les grands massacres de civils, les proclamations de scissions annoncées par certains groupes armés influents, se multipliaient déjà. Comme la plupart de ses compagnons, Brahim a eu vent des disputes internes qui ont conduit au massacre des éléments de la *djazaara* au sein du GIA<sup>1613</sup>. S'il ne connaît Mohamed Said et Abderezzak Rejjam que de nom, il désapprouve leurs exécutions (maquillées par une annonce de mort au combat) qu'il qualifie de lâches et à l'encontre les préceptes de la charia. Dans un contexte de méfiance généralisée au sein des groupes armés, Brahim ne prend pas le risque de commenter les événements. Il faut dire qu'à ce moment-là, la moindre désobéissance à un ordre émanant d'un émir peut coûter cher. Autour de lui, il ne se confie qu'à un nombre très limité de compagnons (anciens voisins) qui, comme lui, désapprouvent le tournant pris par le GIA en direction de la violence aveugle.

Vers la fin de l'année 1997, il comptera parmi les trois éléments du groupe qui ont su profiter d'une mission de ravitaillement dans un petit village éloigné du campement, pour prendre la fuite et rejoindre un groupe armé qui a déjà fait scission du GIA. Brahim décrit son nouvel émir comme un dirigeant « sage » et « rationnel ». Ce dernier, au regard de l'évolution dramatique du conflit, tempore et applique une stratégie purement défensive. En dehors de quelques incursions musclées dans certains villages et de récoltes de zakat menées à l'aide d'un réseau de soutien, le groupe est très peu actif en terme d'action armée.

---

<sup>1611</sup> À noter que le terme « Harkis » qui fait référence aux Algériens qui ont combattu aux côtés de l'armée française durant la guerre d'indépendance a pris une connotation exclusivement péjorative dans l'Algérie indépendante. Ceci est encore perceptible jusqu'à nos jours, dans le langage quotidien des gens, les publications scientifiques et journalistiques, et chez les médias lourds.

<sup>1612</sup> Donatella della Porta, *Social Movements, Political Violence, and the State: A Comparative Analysis of Italy and Germany* (Cambridge University Press, 2006).

<sup>1613</sup> Sur ce point précis, revenir au troisième chapitre.

Après l'adoption de la loi sur la réconciliation nationale, le groupe composé alors d'une vingtaine d'éléments dépose les armes vers la fin de l'année 1999. Après sa reddition, Brahim n'est jamais revenu dans son ancien village, il explique ceci par le fait que les risques encourus sont encore élevés, car il mettrait sa vie et celle de sa famille en danger. En réalité il ne peut imaginer que ses anciens compagnons du djihad lui pardonneraient sa reddition.

#### **4. Du militantisme idéologique au djihad ? (le cas de Rachid)**

Rachid fait partie d'un groupe de djihadistes « repentis » ; nous l'avions rencontré en 2008 dans le cadre d'un travail de recherche sur le recrutement djihadiste<sup>1614</sup>. Nous l'avions alors cité sous le pseudonyme de Rabah.

Né à El Biar, à quelques encablures d'Alger centre, il a grandi à Ain Benian, un quartier populaire à 16 kms à l'ouest de la capitale. Il obtient non sans difficulté un bac + 1 à l'Université des Sciences et des Technologies d'Alger (à Bab Ezzouar), puis il décide de quitter cette université pour se consacrer au militantisme idéologique à caractère religieux. Parallèlement, il s'investira dans des activités commerciales durant quelque temps, avant de rejoindre le maquis en 1993 ; il avait alors vingt-deux ans.

##### **4.1 De l'étudiant scientifique au militant de l'idéologie religieuse**

En septembre 1988, à la veille du déclenchement des émeutes du mois d'octobre suivant, Rachid est inscrit en troisième année au lycée en vue de passer l'épreuve du bac. D'un niveau assez moyen, il n'est pas un élève assidu, car il préfère les parties de pêches et de plongées sous-marines organisées en compagnie de ses camarades de classe « sécheurs de cours » aux séances d'histoire, de géographie et de philosophie qu'il estime « ennuyeuses à mourir ». Il se souvient des événements d'octobre 1988<sup>1615</sup>, mais avoue ne pas y avoir participé. Si bien qu'il affichait une certaine indifférence à l'égard de ces manifestations, même s'il comprenait le désarroi des jeunes, qui selon lui, étaient loin des considérations politiques, dans la mesure où ils voulaient juste dénoncer leur misère sociale :

---

<sup>1614</sup> Mémoire de master recherche sur le recrutement djihadiste.

<sup>1615</sup> Sur les événements d'octobre 1988, revenir au chapitre II.

« [...] Tous les jeunes qui sont sortis dans la rue en 1988 ne l'ont pas fait pour faire des demandes politiques, personne ne comprenait rien à la politique à cette époque, sauf peut-être les militants du FLN et encore ! C'était des perroquets ceux-là, des gamins de 16 et 17 ans ne pouvaient sûrement pas savoir ce que c'est que la démocratie, moi non plus d'ailleurs, c'est pour ça que je ne suis pas sorti dans la rue. Par contre, ils sont sortis pour crier contre la misère et la corruption [...] »

Rachid décroche son bac en 1989 et entre à l'Université de Bab Ezzouar où il valide l'année suivante sa première année universitaire. Lorsque les vacances d'été se profilent, il entreprend d'organiser, avec un groupe d'amis étudiants, un camping sur l'une des plages de Dellys, charmante petite ville côtière située à 100kms à l'est d'Alger. Ses vacances passées à Dellys constitueront sans doute un tournant décisif dans sa trajectoire de vie dans la mesure où les rencontres auxquelles elles donneront lieu vont lui ouvrir les yeux sur certains aspects de la vie politique et religieuse auxquels il n'avait pas accordés suffisamment d'intérêt auparavant :

« [...] Pour moi, ce voyage constitue un tournant dans ma vie. Dans le groupe qui m'avait accompagné, il y avait des étudiants en sciences humaines et aussi deux autres en sciences islamiques, sur la plage où on campait à Dellys, on discutait de tout pour passer le temps, surtout pendant les soirées autour des barbecues qu'on organisait. On parlait de politique. Pour moi au début c'était du charabia, mais eux, ils me l'ont fait comprendre autrement, avec la parole d'Allah, j'ai compris enfin que la religion pouvait gérer la société mieux que ne pourrait le faire n'importe quel homme politique, la religion est la politique ! Tu comprends ce que je veux dire ? Allah l'a faite parfaite, elle contient tout ce qu'il faut pour les humains, il n'y a rien de semblable et rien d'égalable. Qu'est-ce qui est égalable à la sagesse d'Allah ? »

Dans un contexte marqué par l'avancée fulgurante du FIS, les cercles proches du courant de l'islam politique critiquent les orientations prises par les gouvernements algériens successifs depuis plus de trois décennies<sup>1616</sup>. Pour Rachid, même les nouvelles orientations prises au lendemain de l'ouverture démocratique visant à réformer l'économie nationale, ne sont que des idées imposées par les puissances étrangères. Pour lui, les « idéologies occidentales » constituent une menace réelle pour les valeurs traditionnelles (notamment religieuses) algériennes.

---

<sup>1616</sup> Sur ce point, revenir au second chapitre.

Il désigne du doigt les responsables de ce qu'il appelle *al khyana hodma*, (la haute trahison) des « généraux de la France »<sup>1617</sup> qui ne seraient en réalité que les relais de ces réformes « scandaleuses venues tout droit de l'occident ».

À la fin de l'année 1990, Rachid change radicalement de cap sur le plan académique, il décide de s'inscrire à l'Université des sciences islamiques d'Alger :

*« [...] Les sciences islamiques étaient devenues une source d'inspiration pour moi, j'ai laissé tomber mon diplôme de Bab Ezzouar, non sans regret, mais je sais que je n'aurais pas regretté non plus si j'avais pu m'inscrire à la fac des sciences islamiques. Ceci ! Allah ne me l'a pas écrit, les événements qui se sont produits après ont fait que mes priorités étaient passées ailleurs ».*

En juin 1990, le FIS remporte les élections communales. Rachid est déjà un fervent militant de ce parti, mais se voit trop jeune pour se présenter sur une liste électorale. En réalité, il préfère se projeter un peu plus loin dans l'avenir, et espère devenir un célèbre prédicateur ou homme politique au plus haut sommet de la hiérarchie du FIS. Les ambitions de Rachid seront cependant stoppées net par la fin brutale de l'aventure politique du FIS. En réalité, il n'a pu dépasser le stade du militantisme de base, et ce, même s'il se vante d'avoir eu en sa possession un carnet d'adresses rempli de connaissances influentes au sein des instances politiques du FIS.

L'interruption du processus électoral ne décourage guère Rachid qui pense que le FIS recèle suffisamment de jeunes militants aptes à reprendre les rênes du parti en l'absence de ses leaders historiques emprisonnés. Il décrit alors une organisation spontanée organisée en une multitude de cercles interconnectés dont l'importance hiérarchique dépend de leur composition en terme de personnalités influentes, mais aussi des ressources dont ils dispose en matière de réseaux de soutien et de financement.

*« Déjà il n'y avait pas un groupe, mais des groupes, il y avait des millions de sympathisants du front islamique, il ne pouvait donc y avoir une direction centrale, surtout après que le parti fut dissous officiellement et que ses dirigeants furent jetés en prison, il était donc sans tête, et dans ce cas-là il fallait que la base prenne le relais, alors nous avons pris le relais [...], moi j'avais ma place dans le*

---

<sup>1617</sup> Cette expression quasi mythique entretenue jusqu'à nos jours, sur les rapports de certains hauts gradés militaires algériens avec la France, notamment ceux d'entre eux qui ont fait leurs armes dans l'armée française avant de l'avoir désertée entre 1958 et 1961, pour rejoindre les rangs du FLN.

*groupe, tu sais ! Plus le groupe se rétrécit pour une raison ou une autre<sup>1618</sup>, et plus ceux qui restent gagnent en importance, surtout les anciens, j'avais ma place, j'étais respecté ».*

Comme un bon nombre de militants activistes du parti dissous, Rachid est appréhendé durant la fin de l'été 1992 par les services de sécurité et mis en détention dans un camp d'internement en attendant son jugement. Les faits qui lui ont été reprochés sont multiples : activités clandestines illégales, incitation à la désobéissance civile et soutien à des groupes armés<sup>1619</sup>.

#### 4.2 Son recrutement pour le djihad

L'expérience d'internement vécue par Rachid constitue un deuxième grand tournant dans sa vie<sup>1620</sup>. Cette expérience constituera l'un des principaux facteurs à l'origine de son engagement dans le djihad armé. La solidarité organique (au sens de Durkheim<sup>1621</sup>) qui s'est créée au sein de son centre d'internement l'avait entraîné dans un « tourbillon » (pour reprendre son expression) de relations sociales fondées sur la complémentarité des tâches. Ce qui ne manquera pas de favoriser sa socialisation à l'idéologie du djihad salafiste à travers un travail quotidien de sermons *mawa'idh* djihadistes dispensés à son encontre par des salafistes radicaux décidés à prendre les armes s'ils venaient à être relâchés.

Pourtant, Rachid n'était point enthousiaste à l'idée de prendre part aux séances d'embrigadement, non pas parce qu'il ne croyait pas au djihad, mais en raison de la perception qu'il détient sur sa position dans le champ social. Il se considère en effet comme une personne disposant d'une culture plus importante que les recruteurs du djihad et le fait clairement comprendre dans son discours :

*« [...] Je n'avais pas besoin qu'un jeune qui ne connaît pas forcément mieux que moi le coran et qui de plus n'a pas de niveau intellectuel, vienne me montrer ce que c'est que le djihad, je ne supportais pas l'autorité de n'importe qui, je suis comme ça [...] ».*

---

<sup>1618</sup> Il faisait allusion, aux membres arrêtés par les services de sécurité, mais aussi, à ceux qui ont pris le maquis.

<sup>1619</sup> Rachid note qu'à ce moment-là il n'avait pas encore pris part aux actions de soutien à l'action armée et qualifie son arrestation d'arbitraire.

<sup>1620</sup> Le cas de Rachid en ce qui concerne le volet de l'internement, a été plus largement abordé lors du dernier chapitre.

<sup>1621</sup> Émile Durkheim, *De la division du travail social* (Presses Électroniques de France, 2013).

Cela dit, malgré la condescendance de Rachid à l'égard des recruteurs du djihad salafiste qui s'activent dans le camp d'internement, ses idées ne sont pas en total désaccord avec les leurs. Il rêve lui aussi d'une mobilisation djihadiste généralisée et de l'instauration d'une République islamique en Algérie. Il estime que se mettre à l'écart de la dynamique de l'organisation du djihad peut se révéler extrêmement coûteux. Il garde en effet en tête l'"erreur" commise par Messali Hadj<sup>1622</sup> qui, bien qu'il fût considéré parmi les personnalités ayant participé à l'éveil de la conscience nationaliste des Algériens face au joug colonial<sup>1623</sup>, « n'a pas su suivre l'appel des moudjahidines du FLN venus l'exhorter de les conduire vers une action armée »<sup>1624</sup>. Pour lui, de la même manière que le parti de Messali Hadj fut dépassé par le passage à l'action violente du FLN<sup>1625</sup>, le FIS sera lui aussi dépassé par le passage à l'action des groupes armés en constitution dès le début des années 1990.

Cela dit, en dépit de son adhésion à l'idée d'un djihad organisé, Rachid ne se joint pas à l'action armée concrète dès sa libération (5 mois plus tard) du camp d'internement. Sa participation à l'effort djihadiste se résume à quelques messages transmis d'un chef de cellule à un autre, ou encore, à des « renseignements utiles » apportés dans le cadre de la sécurisation des mouvements d'une cellule djihadiste en milieu urbain. Même si Rachid subit une certaine pression exercée sur lui par une cellule djihadiste urbaine, il sera ménagé pour sa situation de soutien familial à l'instar de Rabah et de Brahim (voir en supra). Néanmoins, cela ne l'empêche pas de développer un discours justifiant la pression psychologique exercée sur certaines recrues afin qu'elles rejoignent rapidement le djihad. De son discours, il ressort que la stratégie dite du « free rider <sup>1626</sup> » (théorie du ticket gratuit) ne trouve guère de place parmi les groupes des djihadistes, soucieux de réunir l'unanimité sur la nécessité du djihad contre l'État algérien :

*« C'est dehors que le problème se pose, parce que tu as deux choix à faire, rejoindre le maquis, ou rentrer à la maison. Si tu prends la deuxième solution, tu risques d'être pris pour un traître. Moi je ne peux pas juger les autres, mais c'est normal que certains jeunes qui prétendaient pouvoir faire ceci et faire cela se retrouvent dans une situation gênante quand ils sortent et qu'on s'aperçoit que finalement ils ne valent rien. Moi, je ne suis pas monté tout de suite, ma mère était très malade, et*

<sup>1622</sup> Sur Messali Hadj revenir au premier chapitre.

<sup>1623</sup> Mohammed Harbi, *1954, la guerre commence en Algérie* (Éditions Complexe, 1998), p 6.

<sup>1624</sup> Propos non repris mot pour mot, car non enregistré.

<sup>1625</sup> Sur les rivalités entre le FLN et le MNA de Messali Hadj, voir notamment : Benjamin Stora, « La différenciation entre le F.L.N. et le courant messaliste (été 1954-décembre 1955) », *Cahiers de la Méditerranée* 26, n° 1 (1983): 15-82 ; Benjamin Stora, *Historique de l'Algérie contemporaine: 1830-1988* (Casbah Éditions, 2004), p 153 et 154.

<sup>1626</sup> Mancur OLSON, *The logic of collective action* (Harvard University Press, 2009).

*mon père venait de mourir juste après mon incarcération, je n'ai même pas pu l'enterrer, mais bon, personnellement, je n'ai pas été inquiété puisque les frères (les djihadistes) connaissaient ma situation, je les ai soutenus quand je pouvais avec ce que je pouvais, depuis le début [...] ils sont venus me voir plusieurs fois pour me dire qu'ils avaient besoin de moi, mais je ne pouvais pas encore les rejoindre, ils me disaient qu'il ne fallait pas que je me préoccupe de la famille, car ils avaient les moyens de m'aider à ce sujet ».*

Dans un contexte d'interpellations et de répression généralisée à l'encontre des anciens militants du FIS, mais surtout, suite aux rumeurs faisant état de disparitions et d'exécutions qui ont frappé des salafistes harakis soupçonnés de soutien aux groupes armés, Rachid finit par rejoindre le maquis à la fin de l'année 1993 craignant, dit-il, qu'il ne connaisse le même sort ;

*« Je venais de faire la prière du Dohr<sup>1627</sup>, on m'a envoyé un petit garçon, il était passé par le toit d'une maison dont les murs étaient collés aux nôtres. Il m'a prévenu que la police me cherchait. En réalité, ils se sont trompés de maison, ils ont demandé à me voir et on leur a dit que je n'habitais pas là-bas et heureusement, les gens de cette maison ont fait semblant de ne pas me connaître. Le garçon était venu me prévenir, le temps que les services de sécurité arrivent, j'étais déjà parti par le toit et j'ai rejoint le maquis »*

### Sa participation à l'action violente

À l'instar de Brahim, Rachid connaîtra une intégration rapide à l'action guerrière. En Kabylie, dans la région montagneuse de Mizrana, située entre les wilayas de Tizi-Ouzou et Boumerdes, les bombardements de l'aviation hélicoptérée de l'armée algérienne sont très fréquents. Les accrochages avec les troupes de l'armée au sol sont aussi réguliers que meurtriers, et ce, des deux côtés. Il est donc tout naturellement très rapidement initié aux armes.

Rachid est très peu bavard sur son expérience concrète au combat, il préfère plutôt insister sur son apport scientifique et intellectuel au groupe. Il faut dire que ses compétences en matière de maîtrise de l'outil informatique, mais aussi, de sa capacité à s'exprimer avec un arabe classique soutenu, font de lui un élément clé et incontournable au sein du groupe.

---

<sup>1627</sup> La deuxième prière de la journée dans la religion musulmane.

C'est de lui que dépendent les opérations de communication sur le pan local. Il rédige les tracts et les communiqués, de même que les discours de l'émir du groupe. Sa position d'intellectuel au sein de son groupe lui vaut le surnom moqueur de « l'émir », employé par ses compagnons du djihad. Ce surnom le suivra d'ailleurs jusqu'à son ancien quartier à Alger où certaines de ses proches connaissances le surnommaient de la même manière.

Rachid ne nie guère avoir participé à des opérations armées, seulement, pour lui, chaque djihadiste, même s'il doit être prêt à se battre et donner sa vie pour la gloire d'Allah, est aussi appelé à faire profiter le djihad de ses compétences particulières. Tuer comme il l'affirme « n'est pas la spécialité de tout le monde ». Sa forte myopie fait de lui un piètre tireur, ce qui, à l'en croire, l'a maintenu à l'écart de la « première ligne de combat », autrement dit, celle qui s'implique activement dans l'exécution des embuscades contre les patrouilles de l'armée. Ceci ne l'empêchera toutefois pas d'être blessé à plusieurs reprises, deux fois dans des bombardements de l'armée et une fois par un feu ami<sup>1628</sup>. Les marques visibles sur l'une de ses épaules, ainsi que sur ses deux jambes, attestent ses expériences de blessures de guerre.

Comme la plupart de ses anciens compagnons du djihad, Rachid témoigne des conditions de vie souvent très difficiles au maquis. Ne pas prendre une douche durant plus de deux semaines, manger des rations minuscules durant les campagnes de sièges imposés par les ratissages de l'armée, souffrir de maladies infectieuses sans possibilité de se soigner à l'aide de médicaments représentent autant d'expériences traumatisantes. En revanche, ce qu'il ne comprend pas, ce sont les disputes qui opposent un certain nombre de groupes armés affiliés au GIA. Il s'était fait l'idée au départ, que l'unification du djihad au sein d'un GIA unifié, allait conduire inéluctablement à un effet boule de neige en captant l'énergie de toutes les forces opposées au régime et en les canalisant sous la bannière du djihad salafiste.

La déception fut grande, lorsqu'il s'est rendu compte des luttes incessantes autour des postes de pouvoir au sein des groupes djihadistes. Rachid parle de *Fitna* à chaque fois qu'un problème de succession d'un émir se pose avec acuité. Le djihad contre « l'ennemi impie » devient secondaire en l'espace d'un temps où tout se joue à l'intérieur du groupe dans lequel l'enjeu principal pour chaque protagoniste est celui d'y placer son mentor à la tête de la hiérarchie suprême. Pour Rachid il y a là une ressemblance frappante avec le fonctionnement

---

<sup>1628</sup> Sur cet épisode de sa blessure par un coup de feu ami, Rachid refusera de donner plus de détails.

des institutions du régime, lesquelles, souvent, reproduisent à leurs niveaux les mêmes conflits étroits qu'il attribuent au temps de la *djahiliyya* (d'avant l'Islam).

Sa déception est d'autant plus grande, lorsqu'il apprend avec stupeur et colère, les massacres commis contre les civils dans l'Algérois, puis dans l'Ouest, spécialement celui de Relizane. Pour lui, c'est la marque *D'al Takfiriyyoun* (les takfiris), ceux dont la pensée djihadiste intègre dans sa liste de cibles, les populations (femmes et enfants compris) restées neutres à l'égard de la « cause djihadiste ». Ceux-là sont à ses yeux, les pires ennemis de l'Islam, car ils pousseraient les musulmans vers la mécréance et rendent licite de verser le sang de ces derniers. Il ajoute qu'en un sens, ils ont été les destructeurs du djihad en Algérie, même s'il soupçonne que les services de renseignement ont contribué à leur développement aux dépens des « vrais groupes djihadistes aux objectifs plus purs ».

#### 4.3 Son désengagement de l'action djihadiste

Pour Rachid, le djihad n'est plus ce qu'il était. Il sait que le régime ne tombera pas, et surtout, que les populations ne soutiennent majoritairement plus le djihad. Ceci, d'autant moins qu'un certain nombre de fatwas émanant de grands savants salafistes connus dans tout le monde musulman, rendent illégitime le djihad en Algérie<sup>1629</sup>. Même si son groupe armé ne se trouve pas impliqué dans les massacres de civils, il songe déjà au début de l'année 1998 à quitter le maquis et à rendre son arme. Il entretient alors une longue série de contacts secrets avec d'anciens éléments armés d'un autre groupe sur le point de se rendre aux autorités. Anciens voisins de son quartier, ces derniers étaient les seuls en qui il pouvait avoir une entière confiance.

Il bénéficie en compagnie de ses camarades du djihad, résolu à se rendre, d'un réseau de connaissances tissé par d'anciens voisins ainsi que des cousins maternels qui s'activent dans le commerce informel. Ces derniers parviennent à établir des contacts avec les autorités en mobilisant des liens d'amitié avec des membres des forces de l'ordre qui ont joué un rôle essentiel dans la sécurisation de sa reddition, programmée dans le plus grand secret.

---

<sup>1629</sup> Parmi eux Abdelaziz ben Abdallah ben Baz, Mohammed Nassirouddine Al Albani, et Mohammed Ibn Saleh Al Utheymiyyin.

« Quand la loi sur la réconciliation nationale a été votée par référendum je suis redescendu, je n'étais pas le seul d'ailleurs, on était trois du même quartier, nous étions les seuls à rester en vie parmi les jeunes issus du quartier ! Nous avons contacté nos familles et nos voisins et ces derniers ont contacté les autorités et puis voilà, on est descendu avec nos armes et on est là maintenant ».

La nouvelle vie de « repentis » n'est pas exempte de tout danger pour Rachid. Il doit en effet faire face aux menaces de sanctions promises par les groupes armés à l'encontre des djihadistes déserteurs. Il doit de surcroît faire face aux regards « accusateurs et méprisants » des familles des djihadistes restés au maquis, ou endeuillés par la mort d'un de leur fils qui a préféré mourir les armes à la main au maquis.

Il se voit obligé, comme ce fut le cas de Brahim et bien d'autres « repentis », de s'installer dans la banlieue d'Alger. Petite barbe taillée avec soin et vêtu survêtement très tendance, il ne montre plus de signes ostentatoires qui présagent de sa sympathie pour le salafisme radical. Très discret sur son passé de djihadiste, il se fond aisément au sein d'une communauté de commerçants qui s'affaire dans le domaine du prêt-à-porter. Certains parmi ces commerçants seraient aussi d'anciens « repentis » descendus du maquis à la fin des années 1990.

Comme pour la majorité des anciens djihadistes que nous avons pu interviewer, Rachid rejette le qualificatif de « repentis » largement relayé par les organes de presse et médias nationaux et internationaux. Pour lui, cette notion recèle une connotation religieuse dont le sens renvoie à un sentiment de regret à l'égard d'un acte de péché accompli :

« [...] je n'ai pas péché pour qu'on me qualifie de repentis, je suis monté au maquis parce que les conditions édictées par la religion afin de mener le djihad étaient présentes, et il est normal que lorsque ces conditions ne sont plus là, cela devienne un péché pour moi de continuer, c'est aussi simple que ça. Les repentis, ce ne sont pas nous, mais eux (les autorités algériennes) puisqu'ils étaient d'accord pour abandonner les poursuites et les persécutions contre nous et nos familles, mais ça, c'est une autre histoire, et qui n'est pas terminée [...] »

S'étant tourné vers la *Salafiyya Ilmiyya* (le salafisme scientifique), le rapport de Rachid à la politique n'est plus le même. Sur son bureau en désordre, des dizaines de CD s'entassent, ils contiennent pour la plupart des enregistrements audio et mp3 ou des livres numériques sur

des conférences de savants religieux. Ces derniers appartiennent au courant du salafisme mondial, mais aussi, local. Parmi eux, Mohammed Nassirouddine Al Albani, Mohammed Ibn Saleh Al Utheymiyyin ou bien Mohammed Ali Farkous. Pour lui, l'heure n'est plus au djihad armé, mais au djihad *al Nafs* (lutter contre soi-même) plus spirituel et bien plus ardu, car il est le combat de toute une vie. Ce type de djihad semble pour Rachid « la seule manière d'accéder aux portes du paradis en temps de *fitna* en terre d'Islam ».

### Conclusion du cinquième chapitre

---

Il est indéniable que les monographies biographiques permettent dans une large mesure de renforcer la compréhension des itinéraires et des trajectoires d'engagement dans le djihad armé. Elles apportent effectivement une vision plus claire et mieux structurée sur les processus de radicalisation en ce qu'elles mettent en évidence les séquences clés et les événements les plus marquants vécus par les individus engagés. Capter les émotions transmises par les enquêtés, mettre à nu les traumatismes que ces derniers ont subis, ou encore, restituer leurs actions passées et les événements qu'ils ont vécus dans leurs contextes spatial et temporel, ont ceci en commun qu'ils permettent de mieux appréhender aussi bien les glissements longs et progressifs que les basculements rapides vers l'action djihadiste.

Comme on a pu l'observer avec les monographies présentées précédemment, les parcours de radicalisation violente sont loin d'être tracés d'avance. Le plus souvent, les processus menant à l'engagement djihadiste ne sont pas linéaires. Pour l'exemple, la radicalisation de la pensée religieuse observée chez Rabah et Rachid n'a aucunement été un facteur décisif dans leur entrée en radicalité violente dans la mesure où le salafisme radical sous sa forme *haraki*, les a poussés vers un activisme politique partisan (formel pour Rachid et informel pour Rabah). Leurs engagements dans l'action armée, loin d'avoir été des choix évidents et planifiés, sont favorisés par d'autres variables telles que la fermeture du champ politique, la répression, les chocs moraux et les contraintes liées au conformisme ou au danger quant à l'intégrité physique. Devant des variables aussi lourdes qu'objectivables, une approche centrée uniquement sur le rôle de l'idéologie salafiste dans la radicalisation violente paraîtrait inconsistante.

Même s'il s'avère nécessaire d'identifier les régularités récurrentes aux processus de radicalisation djihadiste, cela ne doit pas masquer les caractères singuliers que chaque trajectoire peut renfermer. Certaines variables que l'on a parfois trop souvent l'habitude d'ériger en facteurs explicatifs de la radicalisation violente n'ont de sens que parce qu'elles coïncident, souvent de manière aléatoire, avec d'autres événements marquants, comme une rencontre décisive ou un événement majeur inattendu (choc moral par exemple). Ceci est toutefois plus vrai en milieu urbain et périurbain qu'en milieu rural où la maîtrise du terrain

par la guérilla djihadiste permet une marge de manœuvre plus importante sur les populations et par conséquent une meilleure capacité de recrutement, par la persuasion, par la contrainte ou par l'« implication irréversible » des recrues dans un travail de logistique risqué (le cas de Brahim).

# Chapitre VI